



Wallonie



Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :
Héloïse PIROT - 071/65.49.64
heloise.pirot@spw.wallonie.be

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Rue des Frères Wright, 8
6041 GOSSELIES

Charleroi, le 19 JAN. 2017

Nos réf : F0414/52011/UCP3/2016/176//436473

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué

Projet : Régularisation: placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage
sur le parking express de l'aéroport - Rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

Raphaël STOKIS

Directeur



Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2016/176//436473

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur ;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Considérant que la S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C*270 e ayant pour objet : Régularisation: placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le parking express de l'aéroport ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 21/10/2016 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté royal du 10/09/1979 - établissement du plan de secteur) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: "Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation: Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de rénovation urbaine "Jumet" (Arrêté du 31/10/1975) ;

Considérant que le bien se situe dans une zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 17/11/2016 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de la DGO ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers - Cellule RAM (Risques d'accidents majeurs), sollicité en date du 17/11/2016 et transmis en date du 15/12/2016 est favorable conditionnel et vous est joint en annexe pour strict respect ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 17/11/2016 et transmis en date du 14/12/2016 est favorable ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 17/11/2016 et transmis en date du 28/11/2016 est favorable conditionnel et vous est transmis en annexe pour strict respect ;

Considérant que l'avis de la Zone de Secours Hainaut-Est (ZoHE), sollicité en date du 17/11/2016 vous sera transmis ultérieurement pour strict respect ;

Considérant que le projet consiste au placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage, installée devant le terminal de l'aéroport de Charleroi sur le parking express ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que « *La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation. La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement* » ;

Considérant sur le plan urbanistique, que la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel en cause est mise en œuvre au sens de l'article 12 bis des dispositions transitoires et finales du décret du 27 novembre 1997 modifiant le CWATUP, dans la mesure où elle est couverte, dans sa totalité, par le schéma directeur dit « de l'Aéropôle », approuvé par les conseils communaux de FLEURUS et de CHARLEROI en dates des 3 juin 1987 et 17 novembre 1987 ; que l'arrêté ministériel du 05 septembre 1991 de reconnaissance prévoit explicitement qu'il y a lieu d'affecter la zone dite « Aéropôle » à usage artisanal et de services ; qu'il y a dès lors lieu de considérer que la ZACCI a bien été mise en œuvre et que le projet est conforme aux affectations prévues par ce schéma directeur ;

Considérant que la tente de pré-filtrage présente les dimensions 50.18 m par 20.22 m et une toiture à double versants d'une hauteur de 5.90 m au faite et de 2.71 m sous corniche ; que les murs son réalisés au moyen d'un bardage métallique de ton blanc ; que la toiture est une toile synthétique de ton blanc ; que les menuiseries sont de ton blanc ;

Considérant que le projet a été installé en urgence et à la demande de l'armée et des services de sécurité suite aux attentats du 22/03/2016 ; que cependant, cette autorisation en ce qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un plan d'urgence doit être limitée dans le temps, puisque ne consistant qu'en une solution temporaire ; que passé le délai prescrit, les lieux seront remis dans leur pristin état ; que si le dispositif de pré-filtrage est toujours nécessaire d'ici là, une réflexion devra être entamée quand à une réelle extension des bâtiments existants ;

Au vu de ce qui précède,

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par la S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT est octroyé pour une durée limitée de 5 ans à dater de la présente décision.

Le titulaire du permis devra :

- Passé le délai des 5 ans, remettre les lieux dans leur pristin état ;
- Respecter les conditions de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport jointes en annexe ;
- Respecter les conditions de la DGO ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers - Cellule RAM (Risques d'accidents majeurs) jointes en annexe ;
- Respecter les normes incendie en vigueur ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le 13 JAN 2017
Le fonctionnaire délégué



Raphaël STOKIS
Directeur

Agent traitant: Héloïse PIROT, Attachée

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

Coordonnées de l'expéditeur :

.....
.....
.....

Le

Service Public de Wallonie - DGO4
Direction extérieure de CHARLEROI
Monsieur Raphaël STOKIS,
Fonctionnaire délégué
Rue de l'Ecluse 22

6000 CHARLEROI

Vos réf. : F0414/52011/UCP3/2016/176//436473

Objet : Régularisation : placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le parking express de l'aéroport

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de
....., le

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

Coordonnées de l'expéditeur :

.....

.....

.....

Le

Administration communale
Au Collège Communal
De et à 6000 CHARLEROI

.....

Vos réf. :

Objet : Régularisation : placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le parking express de l'aéroport

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la Direction extérieure de Charleroi, le

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....



Wallonie



Service public
de Wallonie

DÉPARTEMENT DE
L'EXPLOITATION DU TRANSPORT

DIRECTION DE L'AÉROPORT DE
CHARLEROI

Rue des Frères Wright, 8 – bte 3
B-6041 GOSSELIES
Tél. : 071 25 12 18
Fax : 071 25 12 54
Nadine.vanoosterwyck@spw.wallonie.be

Service Public Wallonie - DGO4
A l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS
Fonctionnaire délégué.
Rue de l'Ecluse 22.

6000 Charleroi

E = 28 NOV. 2016

MB ✓

Vos réf. : FO414 /2016/436473
Nos réf. : DO.233./Servitudes/BM/nvo/2016.133
Annexe(s) :

Objet : Section de Gosselies – rue des Frères Wright 8
Placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le
parking express de l'aéroport
Demande introduite par BSCA

Charleroi, le 25 novembre 2016

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Suite à votre demande d'avis dont mention sous rubrique, il apparaît que l'objet de cette demande ne crée pas de préjudices quant à la protection des aérodromes (obstacles).

Dès lors, un avis positif est remis pour ce projet tel qu'il nous a été présenté.

Cette demande se trouve en zone C' du PEB (Plan d'Exposition au Bruit) et en zone B du PDLT (Plan de Développement à Long Terme) telles que définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004.

De plus, si une grue est érigée lors du chantier, veuillez prendre contact avec l'Inspection aéroportuaire (071 /251 212) au moins une semaine à l'avance vu la proximité de l'aéroport. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Fonctionnaire délégué, l'expression de mes sentiments distingués.

Benoît MARISSAL

Directeur d'aéroport

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE LA MOBILITÉ ET DES VOIES HYDRAULIQUES
Boulevard du Nord 8, B-5000 Namur • Tél. : 081 77 26 80 • Fax : 081 77 37 60





Wallonie



Service public
de Wallonie

DÉPARTEMENT DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU

DIRECTION DES RISQUES
INDUSTRIELS, GÉOLOGIQUES ET
MINIERS

Avenue Prince de Liège, 15
B-5100 Jambes
Tél. : 081 33 66 25
Fax : 081 33 65 44

Direction de Charleroi

20 DEC. 2016

SPW - DGO4

DGO4 - Direction Extérieure Hainaut II
Monsieur STOKIS Raphaël
Fonctionnaire délégué
Rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI

JAMBES, le 12 DEC. 2016

Agents traitants	Mines : Didier Philippart - 071 65 47 61
Vos références	F0414/52011/UCP3/2016/176//436473
Réception de la demande d'avis	23/11/2016
Nos références	DRIGM/URBA/1054/af/SPO n°28467
Requérant	BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Localisation de la demande	Rue des Frères Wright 8 - 6041 GOSSÉLIES
Cadastre	CHARLEROI 23, Div Gosselies, Section C, n°270 E
Objet de la demande de permis	Avis : régularisation : placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le parking express de l'aéroport

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Dans votre demande reprise en objet, vous avez sollicité un avis technique auprès de la Direction des Risques industriels, géologique et miniers.

Suite à l'analyse cartographique réalisée par nos soins, il en ressort que :

- votre projet ne se situe pas dans un lieu susceptible d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur du fait de la proximité d'un établissement « Seveso » seuil haut ou seuil bas, dans lequel des substances dangereuses sont présentes, tel que défini par l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.
- votre projet est exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique, majeurs au sens de l'article 136 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP).

Par conséquent, veuillez trouver ci-après l'avis :

- de la cellule Mines.

I. AVIS DE LA CELLULE MINES

Le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine, et notamment, son article 136 impose que l'exécution des actes et travaux peut être soit interdite, soit subordonnée à des conditions particulières de protection des personnes, des biens ou de l'environnement lorsque les actes, travaux et permis se rapportent à des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que les affaissements miniers.

La demande en objet est relative à un bien se situant dans le périmètre de la (des) concession(s) minière(s) suivante(s) :

- **GRAND-CONTY ET SPINOIS (n° 041)**, retirée le 10/05/1952;

Selon nos archives et notre cartographie, la ou les parcelles du projet sont affectées par une ou plusieurs zone de contrainte géotechnique majeure au sens de l'article 136 du CWATUPE appelée ci-après « ZONE de CONTRAINTE » autour du ou des puits définis dans le tableau ci-dessous :

N° Puits	N° Position ¹	Dénomination	Coordonnées Lambert 72 approximatives		Précision (m) ²	Profondeur (m)	Section(m)	visible	ADP ³	ZONE de CONTRAINTE (m) (imprécision non incluse)
			X	Y						
0410 15	1	Puits Haute Bise	157.206	128.792	2	?	?	Oui	Non	22

¹La présence de plusieurs occurrences ou positions probables s'explique par la présence d'un même puits sur plusieurs sources de données (plans et cartes à échelles diverses, observations et mesure sur le terrain).

²La précision est fonction des outils de mesure, de la qualité du plan, de l'échelle et du géoréférencement de celui-ci.

³Un ADP (Arrêté de la Députation Permanente) est une décision écrite par l'autorité administrative de la députation permanente dictant les mesures techniques de fermeture et d'abandon d'un ou plusieurs puits de mines.

Ce puits a été sécurisé lors de la construction des parkings de l'aéroport.

Sur base de la demande et des plans fournis, l'implantation du projet se situe dans la « zone de contrainte » du ou des puits non visible(s) listé ci-dessus.

La demande n'est accompagnée d'aucun rapport de recherche (par décapage, terrassements,...) ni d'aucune étude géophysique permettant d'écarter la présence éventuelle d'un puits au droit du projet.

Il faut noter que, pour ce qui concerne la tête de puits, et afin de garantir la sécurité du bien et/ou des personnes, les têtes de puits, issues de galeries et leurs dispositifs de sécurisation doivent toujours rester entièrement visibles et accessibles en tout temps au concessionnaire et/ou à l'Administration régionale chargée de leur surveillance, notamment pour les contrôles et pour l'apport d'éventuels compléments de remblais par des moyens mécaniques.

Cette imposition est liée au fait que les puits ont été remblayés mais, que dans la majorité des cas, il est impossible de garantir la stabilité à long terme des remblais et donc des parois et des abords des puits.

N'étant plus soutenues, les parois du puits peuvent s'écrouler et amorcer un effondrement d'allure conique, dont les dimensions finales sont essentiellement fonction de la section du puits, de l'épaisseur des terrains meubles et de leurs caractéristiques géotechniques.

En ce qui concerne la zone dite de contrainte (hors tête de puits), et pour les mêmes raisons de sécurité, l'Administration a fixé, autour des puits, une « ZONE de CONTRAINTE », dans laquelle la survenance d'un effondrement d'allure conique est possible. Dans cette zone des restrictions urbanistiques sont imposées à tout projet.

Toutefois, la « ZONE de CONTRAINTE » peut être réduite sur base des résultats d'une étude géotechnique; pour autant que celle-ci soit jointe à la demande de permis et dans laquelle il faut, au minimum :

- prendre en compte les caractéristiques géométriques et techniques du puits, les caractéristiques géotechniques des terrains encaissants et les surcharges existant sur ces terrains ;
- expliciter les hypothèses liées à la situation et aux caractéristiques locales, connues et inconnues ;
- déterminer les dimensions (rayon au de la « ZONE de CONTRAINTE réduite») et pente naturelle d'équilibre des terrains meubles) de l'effondrement maximum qui résulterait de l'affaissement des remblais du puits et de la ruine des parois ;
- préciser les mesures à préconiser pour la stabilité de la construction et de ses impétrants, tant au niveau des fondations que des mesures à prendre pour éviter les infiltrations d'eau localisées et garantir l'intégrité physique de ses occupants en cas d'accident.

Par ailleurs, quels que soient les résultats de l'étude géotechnique, il est interdit de construire sur la tête de puits.

Considérant que l'instruction du dossier a fait apparaître que le projet envisagé (placement temporaire d'une unité provisoire de pré-filtrage sur le parking express de l'aéroport) n'est pas de nature à accroître les risques pour le bien et ses occupants.

Sans préjudices de la recommandation de faire procéder à des investigations complémentaires vis-à-vis de la présence d'ouvrages souterrains, l'avis de la Cellule Mines est **favorable** au projet **en ce qui concerne les aspects miniers** aux conditions suivantes :

1. Toutes les précautions sont prises pour s'assurer de l'étanchéité permanentes des circuits d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées et pluviales (dont celles des terrasses et annexes), en ce compris pour les citernes et fosses septiques et leurs raccordement; en cas de constat de fuite, les dispositions nécessaires sont prises pour procéder aux réparations rapidement.

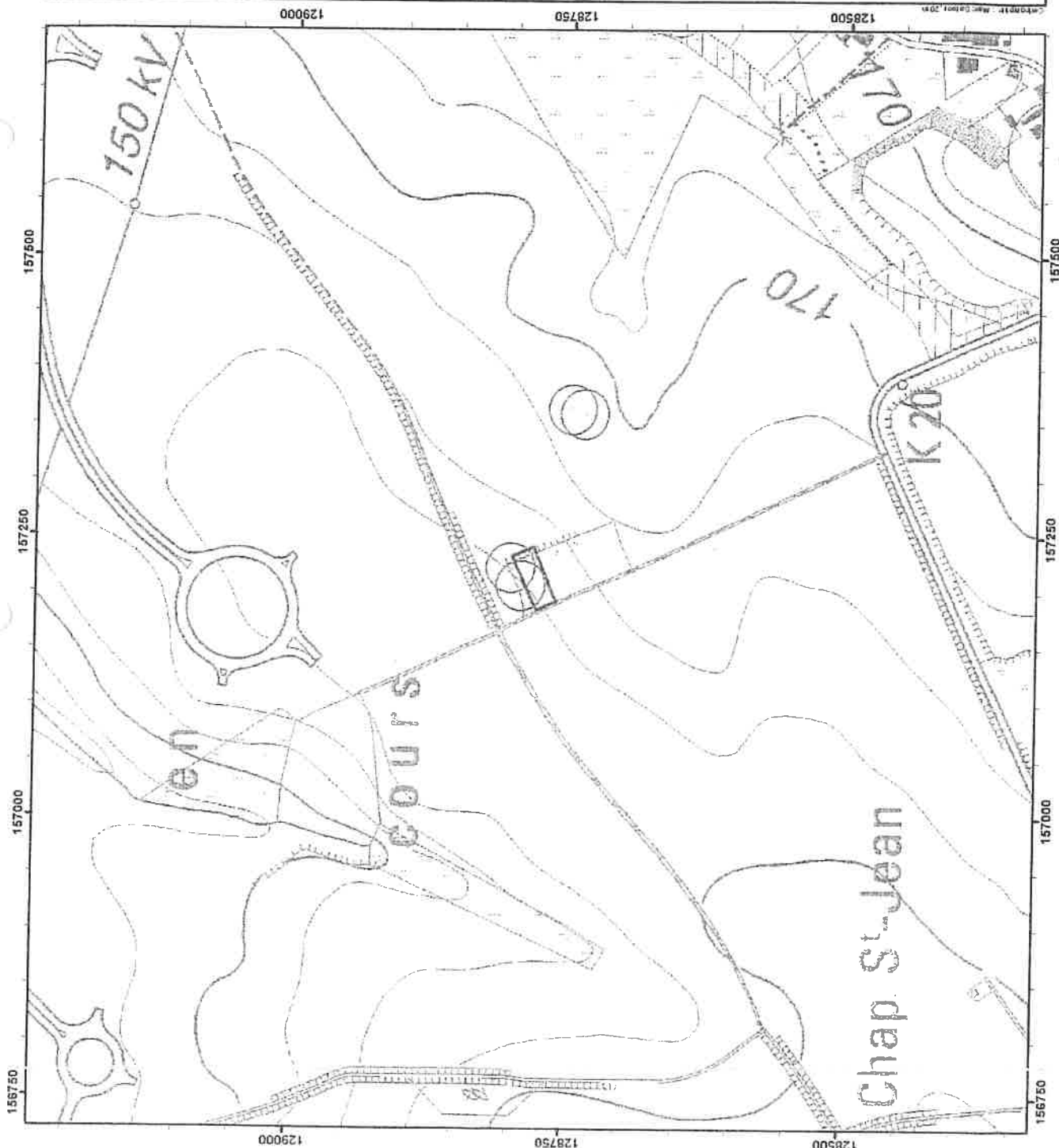
2. L'implantation et la mise en place éventuelle de drain filtrant et/ou de bassin d'orage se fera en concertation avec l'administration (la DRIGM – Cellule Mines).
3. En cas de découverte fortuite d'ouvrages miniers anciens ou de carrière souterraine, le détenteur du permis avertit sans délai l'administration (la DRIGM – Cellule Mines) de sa découverte.

Veuillez agréer, Monsieur le Fonctionnaire délégué, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur,

Ir. E. LHEUREUX.

Directeur : Ir. E. LHEUREUX
Inspecteur général : Ir. B. TRICOT



AVIS - Mines

Id : 00001054

Date : 01/12/2016

☐ Localisation

☐ Périmètre d'aléa

☐ Zone de présence probable de puits et issues

☐ Zone de présence potentielle d'anciens puits (non sur plans)

☐ Périmètre d'aléa

☐ Zone de présence de carrière souterraine

☐ Zone d'indices de présence de carrière souterraine

☐ Périmètre d'aléa

☐ Extension reprise dans les archives

☐ Périmètre d'aléa

☐ Extension reprise dans les archives

☐ Réservoir de gaz (Protection)

☐ Réservoir de gaz (Protection particulière)

District(s) :

- MONS-CHARLEROI-BRABANT WALLON

- Aléa(s) recensé(s)

- Puits de mines

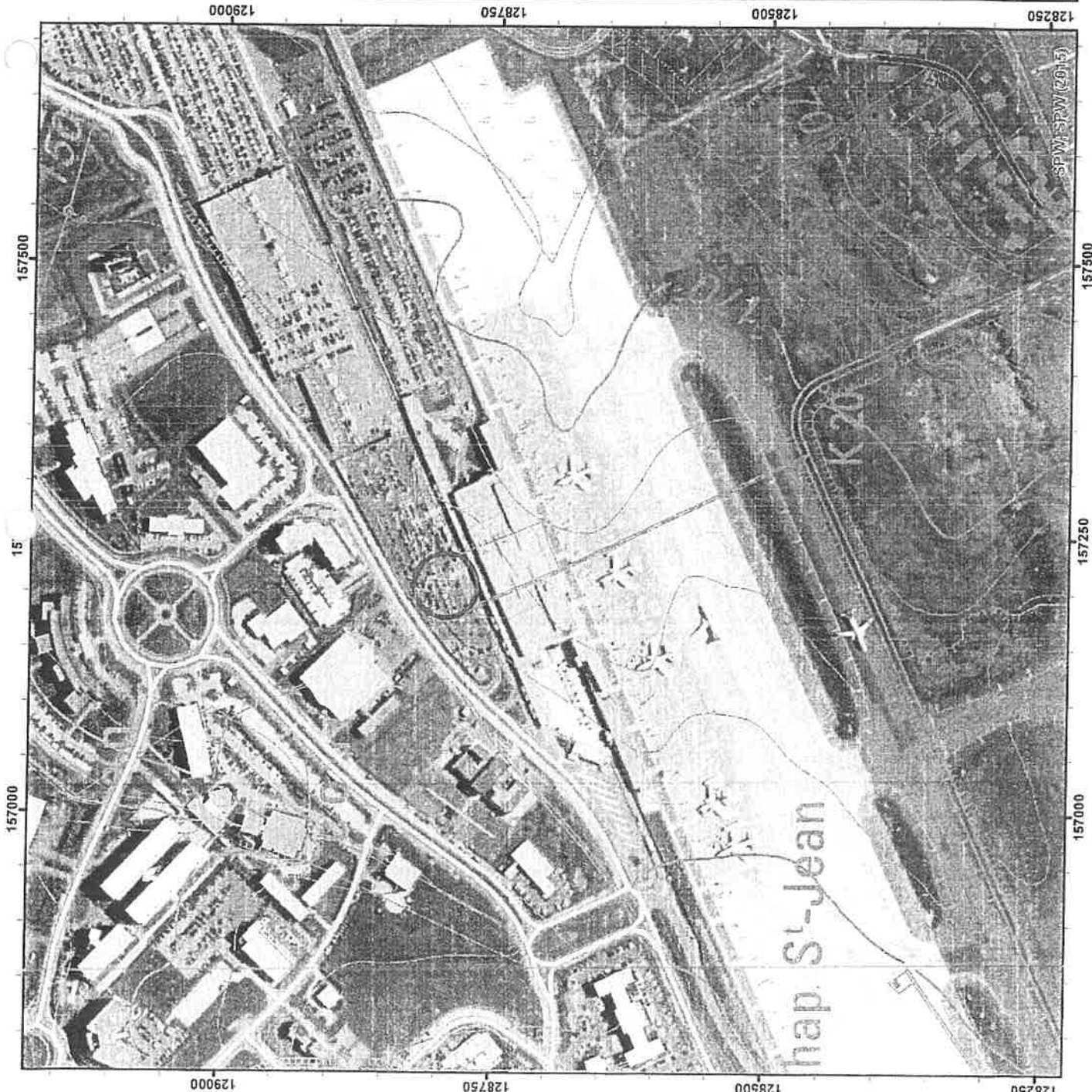


Service public de Wallonie - DGO3 / DEE / DRISM

CELLULE MINES

Avenue Prince de Liège, 15, 5100 Namur (Jambes)

Wallonie Tel : 081 33 61 32 - Fax : 081 33 65 44



Numéro de dossier : 1054 **GOSSELIES**



- Gîtes métalliques**
 - Zone de consultation
 - Extension reprise dans les archives
- Réservoirs de gaz souterrains**
 - Zone de protection
 - Zone de protection particulière
- Minières de fer**
 - Zone de consultation
 - Extension reprise dans les archives
- Carrières souterraines**
 - Zone de consultation
 - Extension estimée ou mesurée
- Karst**
 - Zone de consultation
 - Sites karstiques
- Périmètres de contraintes d'éboulement**
 - Contrainte



SPW / D'GARNE (DGO3)

Département de l'Environnement et de l'Eau (DEE)
 Direction des Risques Industriels, Géologiques et Miniers (DRIGM)

Avenue Prince de Liège, 15
 B - 5100 Jambes (Namur)
 Mèl : contact.mines.dgarne@spw.wallonie.be
 Site internet : <http://geologie.wallonie.be>

Wallonie

OPÉRATIONNELLE
DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT,
ET L'ÉNERGIE

du Hainaut II
5000 CHARLEROI

R.D.

REÇU LE 20 JAN. 2017



 010541288500452621 220 030 213 176
 RECOMMANDÉ | AANGETEKENDE ZENDING | EINSCHREIBESENDUNG